



**PRÉFET  
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale  
de la Charente-Maritime et des Deux-Sèvres

Niort, le 13/03/2026

ZI de Saint-Liguaire  
4 rue Alfred Nobel  
79000 Niort

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 10/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **SUEZ RV SUD OUEST**

31 rue Thomas Edison  
33610 Canéjan

Références : 0007207394/2026/127  
Code AIOT : 0007207394

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2026 dans l'établissement SUEZ RV SUD OUEST implanté LE BOIS DU PANIER 79350 Amailloux. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection s'inscrit dans le cadre de plusieurs plaintes déposées par les élus des communes d'Amailloux et de Chiché pour nuisances olfactives. Elles sont relatives à des événements ressentis sur la période du 23/02 au 10/03/2026.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUEZ RV SUD OUEST
- LE BOIS DU PANIER 79350 Amailloux
- Code AIOT : 0007207394
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) d'Amailloux est régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral n° 4357 du 26 avril 2005. Elle est en exploitation depuis 2008. Autorisée pour 100 000 tonnes par an, le rythme d'enfouissement est de l'ordre de 80 000 tonnes par an. La société SUEZ RV SUD OUEST exploite au jour de la visite, le casier n°19.

**Contexte de l'inspection :**

- Plainte

**Thèmes de l'inspection :**

- Odeur

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Suivi des odeurs	Arrêté Préfectoral du 18/02/2026, article 2.3.3	Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
2	Dispositions générales (traitement des effluents)	Arrêté Préfectoral du 18/02/2026, article 2.4.1	Demande d'action corrective	1 mois
3	Registre Odeurs	Arrêté Préfectoral du 18/02/2026, article 2.9.9	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Stabilité des déchets	Arrêté Préfectoral du 18/02/2026, article 2.8.5	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant n'a pas mis en œuvre le dispositif de suivi des odeurs sur le site. Il est proposé à Monsieur le préfet de mettre en demeure l'exploitant dans un délai d'un mois.

## 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Suivi des odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2026, article 2.3.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs
<b>Prescription contrôlée :</b> <p>L'exploitant met en place un dispositif de suivi des odeurs sur le site, dès lors qu'une gêne est constatée et/ou signalée, que ce soit par ses propres services ou par des tiers. Ce suivi est assuré par la réalisation d'une ronde autour du site. À chaque ronde, les observations suivantes sont consignées dans un registre dédié :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• la date et l'heure de la ronde ;</li><li>• l'emplacement des nuisances olfactives ;</li><li>• les conditions météorologiques (vent, température, hygrométrie, etc.) ;</li><li>• la typologie et l'origine des derniers déchets apportés sur le site ;</li><li>• l'état de fonctionnement des installations de traitement (biogaz et lixiviats), y compris tout dysfonctionnement éventuel ;</li><li>• le volume des lixiviats dans les bassins ;</li><li>• les éventuelles plaintes reçues ;</li><li>• et tout autre élément jugé nécessaire à préciser.</li></ul> <p>L'exploitant procède à une analyse systématique des corrélations entre l'apparition d'odeurs et les conditions de fonctionnement du site, en tenant compte des critères mentionnés ci-dessus. Les résultats de cette analyse ainsi que les actions mises en place sont documentés et mis à disposition des services de contrôle sur demande.</p>
<b>Constats :</b> <p>L'exploitant n'a pas mis en place de dispositif de suivi des odeurs sur son site. Il précise que 2 rondes par semaines sont réalisées en temps normal sur des points dits remarquables ( endroits bouchés ou raccordements défaillants , tuyauteries inspectées dès lors que le taux de O2 apparaît anormalement haut, etc...)</p> <p>L'exploitant fait état de l'existence d'un registre national des plaintes (mis en place par SUEZ) qui comporte notamment des informations sur la nature du plaignant, son origine géographique et les actions engagées en local. Il précise que les équipes procèdent à une analyse des causes probables et réalisent les travaux éventuels suite aux détections faites pendant les rondes. Il ne dispose pas d'enregistrement ni de traçabilité des opérations effectuées.</p> <p>L'exploitant indique également que l'outil Expol permet aussi de recenser des signalements de panélistes. En consultant l'outil, il est effectivement mention de la date et de l'heure de la perception d'odeurs, leur typologie, l'intensité ressentie, le degré de gêne et la localisation des panélistes.</p> <p>L'exploitant précise qu'un plan d'action a été déployé sur le site avec notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- un diagnostic du réseau biogaz (détection des points éventuels d'accumulation de condensats);</li><li>- le passage d'un régleur (avec équipement de détection CH<sub>4</sub>, CO, CO<sub>2</sub>, H<sub>2</sub>S, H<sub>2</sub>) et réglage des débits et des vannes (effectué le vendredi 6/03/2026);</li><li>- une commande en interne a été passée pour vérifier l'intégralité du réseau biogaz;</li><li>- la partie 4 du casier 19 a fait l'objet d'un recouvrement de 10 à 15 cm d'argile pour limiter les odeurs;</li><li>- une campagne cartographique des émanations gazeuses aura lieu la semaine prochaine.</li></ul>

<p>Les éléments apportés par l'exploitant ne permettent pas de répondre aux dispositions de l'article 2.3.3 de l'arrêté préfectoral du 18/02/2026. En effet, aucune analyse formalisée n'est effectuée, ni aucun enregistrement permettant d'assurer la traçabilité. L'exploitant n'a donc pas été en mesure de nous présenter les analyses demandées. Il convient de noter toutefois que de nombreuses informations sont déjà disponibles ou facilement extractibles (station météo sur site, connaissance de la typologie et de l'origine des derniers déchets, suivi quotidien des volumes de lixiviats traités, production de biogaz, etc...)</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place le dispositif de suivi demandé par l'arrêté préfectoral</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

## N° 2 : Dispositions générales (traitement des effluents)

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2026, article 2.4.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Odeurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection du bassin de lixiviats Nord, il a été constaté que l'aération était en fonctionnement.</p> <p>L'exploitant indique que la société en charge du suivi de la station de traitement (OVIVE) l'a sollicité pour déclencher ce dispositif suite à un colmatage trop fréquent de filtres et non pour des raisons de conditions anaérobies. OVIVE a précisé à SUEZ que le débit de traitement était tombé à 9m3/j au lieu des 40m3/j habituels et que la fréquence de nettoyage des filtres devenait quotidienne. Le dispositif d'aération a été activé le 2/03 dernier.</p> <p>L'exploitant indique que les pluies n'ont eu que peu d'incidences sur la production de lixiviats en provenance des casiers déjà couverts vers le bassin Nord. Par ailleurs, toujours selon l'exploitant, le dispositif de traitement a permis de traiter les lixiviats en provenance du bassin Sud. Le jour de l'inspection, il est constaté un niveau relativement bas dans le bassin Nord et des marques visibles de l'abaissement du niveau.</p> <p>L'inspection a sollicité l'exploitant afin d'obtenir les volumes de lixiviats traités sur le mois de février 2026. Il ressort des données fournies par l'exploitant que 1148m3 de lixiviats ont été traités et 834m3 ont été rejetés.</p> <p>La visite du bassin Sud a mis en évidence que l'échelle limnimétrique n'a pas été mise en œuvre</p>

(servant notamment à assurer la garde hydraulique de l'équivalent de 15 jours de production de lixiviats pour les casiers en exploitation sur la base de la pluviométrie décennale). Ce bassin n'est pas équipé de dispositif d'aération. Par ailleurs, l'exploitant précise qu'il n'y a pas d'asservissement spécifique pour acheminer les lixiviats vers le bassin nord afin de les traiter. L'exploitant dispose d'une pompe de rechange en cas d'avarie, disposée au niveau de l'atelier de maintenance.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de mettre en œuvre l'échelle limnimétrique et d'engager une réflexion sur la régulation à mettre en œuvre sur le bassin Sud afin notamment de lisser la charge de la station de traitement des lixiviats. Il justifie également de la non pertinence de mettre une aération sur le bassin Sud.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

### N° 3 : Registre Odeurs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2026, article 2.9.9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Registre
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte les éléments susceptibles d'impacter les perceptions d'odeurs, comme les actions ou événements inhabituels et les conditions météorologiques (pluviométrie, direction et force des vents...). Une partie des éléments enregistrés peut être commune avec ceux collectés pour le bilan hydrique.
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne dispose pas d'un registre formalisé. Il indique que lors des actions ou événements inhabituels, il informe systématiquement les élus des communes voisines (Amailloux et Chiché) du démarrage et de la clôture de ces derniers. Il précise que les courriels ne contiennent pas les conditions météorologiques (pluviométrie, direction et force des vents, etc.).
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant de mettre en place ce registre et d'y faire figurer les informations minimales qu'il doit contenir. Les mails d'informations pourront utilement être modifiés afin d'intégrer les informations requises par l'article.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 4 : Stabilité des déchets

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/02/2026, article 2.8.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Nuisances
<b>Prescription contrôlée :</b>  Ils sont recouverts aussi souvent que nécessaire pour limiter les nuisances, et au moins à la fin de chaque semaine. La quantité minimale de matériaux de recouvrement toujours disponible est au moins égale à celle utilisée pour quinze jours d'exploitation.
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique que pendant la période hivernale, les déchets ne sont pas recouverts d'une couche épaisse (notion de nappe perchée dans les massifs), sauf en cas de période de grand vent. Cette période s'étend en général d'Octobre à Avril. A partir d'Avril, l'exploitant précise que les opérations de recouvrement sont effectuées tous les jours. S'agissant du volume de matériaux de couverture, l'exploitant précise que le volume est déterminé avec le terrassier sur la base de la surface en cours d'exploitation (3000m <sup>2</sup> ) et d'une épaisseur d'environ 10 à 15 cm d'argile. L'exploitant indique que dans la pratique (notamment pour palier les éventuelles conditions météorologiques qui rendraient difficile l'accès à cette ressource), le volume stocké (à plusieurs endroits sur le site) correspond à environ 2 mois d'exploitation.  Afin de déplacer les argiles, l'exploitant dispose d'un engin dénommé TRAX sur site. Il précise qu'un autre engin de ce type est disponible en cas d'avaries ou de maintenance de l'engin principal.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Il est demandé à l'exploitant d'étudier la modification du calendrier des recouvrements (pour mieux prendre en compte la saisonnalité) afin de prévenir au plus tôt toute émission d'odeurs. Le cas échéant, il porte ces éléments à la connaissance de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite